

Parti Révolutionnaire

www.sitecommunistes.org



Communistes



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

18/12/2025

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 258 du 18 décembre 2025**

SOMMAIRE

LUTTES

Unité-CGT N°47 est paru

Marseille, PAMAR : une victoire historique

Les salariés de Ducros-Vahiné (Monteux, Vaucluse) obtiennent une meilleure augmentation et lèvent leur grève

Tri : des sans-papiers ont fait plier Suez et Veolia

Une grève inédite à la MAIF

Les Brandt ne baissent pas les bras

Grève au musée du Louvre

Samu social d'Île-de-France : une grève massive le 15 décembre

Grève des AESH : Accompagnants d'Élèves en Situation de Handicap

ÉCONOMIE

Les inégalités en augmentation dans le monde

La Chine et les investissements directs à l'étranger

les cotisations des mutuelles en hausse de plus de 4 % en 2026

Une épicerie solidaire s'installe sur le campus du Technopôle à Metz

Deux sites du groupe de lingerie Chantelle menacés de fermeture dans la Somme

L'enseigne IKKS reprise, 500 emplois sur 1.000 supprimés

INED : évolution démographique de la France

SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE

Grèce : Solidarité du parti Communiste de Grèce avec agriculteurs en colère

Grèce : Grève des travailleurs de la construction du 10 décembre 2025

Nouvelle cargaison d'Aubert&Duval vers Israël De l'usine de Firminy au port du Havre, l'action des militant·es et des dockers a empêché la livraison !

Bulgarie : Manifestations monstres et chute du gouvernement

LUTTES

Unité-CGT N°47 est paru

Le Magazine Unité-CGT¹ organe de lutte de classe est paru, au sommaire :

- Budget 2026 : le PS et la CFDT main dans la main avec le gouvernement
- Mobilisation pour l'emploi et l'industrie dans les Yvelines
- Imposons l'interdiction des licenciements
- La France en Luites
- Unité Mensuel-décembre 2025

Marseille, PAMAR : une victoire historique

La cour d'appel a confirmé, ce vendredi, la décision du conseil des prud'hommes de réintégrer les employés de la blanchisserie PAMAR. Depuis deux ans, les PAMAR se battent avec dignité, courage et détermination face à une direction brutale, méprisante et profondément hostile aux droits des travailleurs.

Deux années de lutte exemplaire contre l'autoritarisme managérial, les atteintes aux libertés syndicales, la répression et le mépris social.

Deux années illustrant une réalité plus large : celle d'un patronat qui cherche à casser toute résistance collective, à diviser pour mieux exploiter et à imposer le silence par la peur. Il y aura encore beaucoup à écrire sur cette lutte hors du commun mais pour l'instant les PAMAR et tous ceux qui les ont soutenus se préparent à fêter comme il se doit le prochain rendez-vous : le 730^{ème} jour de lutte.

Le 19 décembre à 10h 30 rendez vous est donné par la CGT devant le portail de PAMAR où on pourra enfin parler conditions de réintégration.

Les salariés de Ducros-Vahiné (Monteux, Vaucluse) obtiennent une meilleure augmentation et lèvent leur grève

La grève est levée sur le site logistique de Ducros-Vahiné à Monteux. Les salariés ont obtenu le doublement de l'augmentation proposée par la direction. Après six jours de mobilisation, ils ont obtenu 38 euros, c'est le double de ce que proposait la direction lors des négociations annuelles. Les salariés obtiennent également la prise en charge de leur mutuelle. Ils ont donc décidé de cesser la grève entamée le 10 décembre 2025.

Tri : des sans-papiers ont fait plier Suez et Veolia

Le site Reporterre rapporte la lutte des travailleurs sans papiers exploités par la société NTI un sous-traitant de Veolia, Suez, Paprec et Urbaser

Travailleur sans-papiers, Sahel a trimé durant deux ans dans les centres de tri des déchets ménagers franciliens sans contrat de travail ni équipement de protection adapté. Exploité par la société NTI — un sous-traitant de Veolia, Suez, Paprec et Urbaser, il a laissé sa santé sur les chaînes de tri. Le 13 novembre, le tribunal des prud'hommes de Paris doit examiner la demande de reconnaissance du préjudice que lui et dix autres collègues ont déposée contre NTI et ses donneurs d'ordre.

« Dans la même journée, je commençais le matin à 6 heures à Gennevilliers [dans les Hauts-de-Seine], puis j'enchaînais de 17 heures jusqu'à minuit à Meaux [en Seine-et-Marne, à 60 km de Gennevilliers], explique Sahel. Ils m'appelaient à minuit pour me dire où je devais travailler le lendemain matin. Si je disais que je ne pouvais pas, la direction menaçait de me virer. Ils nous tenaient à la gorge : on a perdu notre dignité à travailler comme des esclaves. »

Rackettés, violents

Électricien de formation, le trentenaire ne trouvait pas de travail au Maroc, son pays d'origine. Il raconte à Reporterre que par connaissances interposées, NTI l'a approché pour lui proposer de venir travailler dans les centres de tri en France. L'enfer a commencé.

Comme une soixantaine d'autres travailleurs sans-papiers exploités par NTI, il a systématiquement été affecté aux tâches les plus difficiles. Protégé des inhalations de poussière de déchets par un fragile masque FFP2, on l'a envoyé au fond des fours d'incinération des déchets pour nettoyer les restes de combustion.

Pour la plupart venus du Maroc, ces travailleurs et travailleuses du déchet ont aussi subi des humiliations managériales quotidiennes pouvant aller jusqu'au racket et à la violence physique. « Certains d'entre nous qui protestaient ont été tabassés, d'autres, obligés à donner 10 % de leur salaire aux chefs d'équipe pour avoir le droit de continuer à travailler », se rappelle Amine, un ancien collègue de Sahel.

En 2023, Amine a décidé de briser l'omerta en signalant l'entreprise à l'inspection du travail, suite à la fracture de l'épaule non déclarée d'une collègue. Après sa déclaration aux inspecteurs, cette dernière aurait été violemment frappée au visage selon Amine, qui a assisté à la scène. Hasard du calendrier ou stratégie d'évitement des poursuites administratives, NTI s'est placée dans la foulée en liquidation judiciaire.

Outré, une dizaine de travailleurs ont décidé de passer à l'offensive avec l'aide de la CGT. Un premier collectif d'une dizaine de travailleurs a occupé en août 2023 pendant trois jours un centre de tri de Veolia dans le XV^e arrondissement de Paris. Inlassablement, ils ont scandé : « NTI esclavagiste, Veolia complice ». La pression syndicale et médiatique a fait plier la multinationale.

Ce premier collectif a obtenu des promesses d'embauche sans période d'essai et des formulaires Cerfa nécessaires à l'obtention de visas de travail. Amine est désormais pontier — en charge de la manœuvre du pont mobile qui déplace de grandes quantités de déchets dans une griffe métallique — dans un centre de tri du sud de la France.

« S'agissant des prestations fournies par NTI, Veolia n'était pas l'employeur des salariés de cette société. En tant que donneur d'ordre, Veolia n'avait pas le droit de disposer des documents d'identité des salariés de son prestataire de services, NTI », précise Veolia à Reporterre.

Plusieurs embauches

Leur victoire a inspiré. Un deuxième collectif d'une dizaine d'autres travailleurs leur a emboîté le pas. En juillet, ils ont occupé pendant une semaine l'entrée du siège de Suez à La Défense, se scotchant la bouche pour

symboliser leur invisibilisation. Grâce à leur mobilisation, ils ont eux aussi obtenu des promesses d'embauche de trois ans.

« Suez a cessé ses activités avec NTI dès qu'elle a eu connaissance de ces pratiques illégales et contraires à ses règles d'éthique. Elle condamne fermement le recours à la main-d'œuvre irrégulière et précise que l'entreprise a recouru à ce sous-traitant par le biais de prestations de service ponctuelles et limitées », précise le service presse de Suez.

« On a mis Veolia K.O. en 2 jours »

« Nous avons repris deux sites en Île-de-France avec ses personnels et prestataires, dont NTI. Nous avons cessé de notre propre initiative de travailler avec cette entreprise parce qu'elle n'a pas rempli les conditions nécessaires pour être référencée comme prestataire », explique le groupe.

Forte de ces victoires, la CGT compte aujourd'hui sur l'audience aux prud'hommes afin de faire reconnaître les manquements à leur obligation de vigilance des sociétés donneuses d'ordre. Selon le Code du travail, ces entreprises auraient dû s'assurer tous les six mois des conditions d'emploi chez leur sous-traitant. « Nous procédons à des contrôles réguliers tous les six mois auprès de plus de 2 000 fournisseurs. Ils sont menés en continu pour 600 fournisseurs clés », assure encore le service presse de Suez.

Des « patrons voyous »

« Ce n'est pas courant que des travailleurs sans-papiers se lancent dans ce type de procédures, longues et coûteuses, qui nécessitent une solide organisation collective », se félicite leur avocate, Katia Piantino.

Durant deux ans, les collectifs de travailleurs ont mené la lutte : occupations de site, tracts, négociations... « En 2023, on a mis Veolia K.O. en deux jours. Mais derrière, c'est des mois de préparation, une volonté et un courage d'acier », se rappelle Ali Chaligui, animateur de la branche des activités des déchets de la CGT, qui accompagne les collectifs de travailleurs depuis le début.

En parallèle, une plainte pour traite d'êtres humains a été déposée devant le parquet de Nanterre. L'objectif : stopper les pratiques frauduleuses des dirigeants de NTI, qui après avoir placé leur société en liquidation judiciaire ont ouvert une nouvelle entreprise, AR Environnement, à son tour liquidée suite à la pression syndicale.

« Ils ont ouvert une troisième société, avec un gérant de paille, se désole Katia Piantino. Il s'agit malheureusement de pratiques courantes chez les patrons voyous. »

« La gestion du recyclage est une compétence des collectivités locales, qui les délèguent au privé. Les entreprises comme NTI s'enrichissent avec de l'argent public en exploitant les plus précaires de notre société », poursuit Ali Chaligui.

Derrière les beaux discours au sujet de l'économie circulaire et la transition écologique, des géants du recyclage se cachent trop souvent des chaînes de sous-traitance en cascade. « C'est pour cela que l'on revendique la remunicipalisation du secteur », dit le syndicaliste, fier du combat mené par les ex-NTI."

Une grève inédite à la MAIF

La CGT et Force Ouvrière appellent les salariés de la MAIF à débrayer le jeudi 11 décembre, de 10h à midi notamment, pour protester contre une réorganisation prévue mi-2026 concernant 200 salariés gérant les contrats des associations, entreprises et collectivités.

C'est une entreprise où les grèves sont rares : ce jeudi, les salariés de la MAIF sont appelés à faire grève par la CGT et Force Ouvrière, contre un projet de réorganisation qui doit être acté d'ici juin 2026, concernant entre 200 et 300 salariés, dont plus d'une trentaine au siège à Niort.

"Perte de proximité"

"Aujourd'hui, les conseillers qui s'occupent des contrats des associations, collectivités et entreprises gèrent des dossiers régionalisés, ils connaissent les clients dont ils s'occupent, explique Armand Forgerit, représentant FO au CSE, au siège à Niort. Demain, le projet c'est de faire arriver toutes les demandes sur une plateforme nationale, comme c'est le cas pour les particuliers assurés, alors que ce n'est pas du tout la même façon de travailler. On va perdre le lien de proximité avec ces assurés. Quand vous avez un interlocuteur qui vous connaît bien, il peut mieux vous renseigner. Là, ce ne sera plus le cas."

Un point de vue que partage la CGT : "on est sur une rationalisation de l'activité, tacle Yvon Cardot, secrétaire général de la CGT MAIF. Jusque là, on est sur une gestion en mode portefeuille, alors que là, on va passer à une gestion nationale et impersonnelle. Il y a des risques de faire du travail d'abattage, à la chaîne. On est chaque année reconnus et récompensés pour notre service clientèle, on risque de perdre ça."

Les Brandt ne baissent pas les bras

Le jeudi 18 décembre, la CGT a appelé à un rassemblement à Orléans pour soutenir la lutte des Brandt expliquant dans un tract que la situation n'est pas irréversible: "Les organisations syndicales de la CGT appellent l'ensemble de la population Loirétaine et du Loir et Cher à se mobiliser avec les travailleuses et les travailleurs de Brandt France pour gagner le maintien de l'activité de l'entreprise en France et notamment sur les sites de Saint Jean

de la Ruelle et de Saint Ouen, avec l'ensemble des salariés.e.s. La décision de liquidation judiciaire prononcée par le tribunal de commerce n'est pas irréversible et le procureur de la République peut faire appel de cette décision, comme le prévoit la loi. Les propos tenus par le ministre des PME et confirmés par le ministre de l'Industrie indiquent que l'histoire centenaire de BRANDT n'est pas finie. Brandt doit être sauvée et peut être sauvée si l'ensemble de la population répond présent à l'appel à solidarité lancé, comme cela s'est fait pour DURALEX. Nous sommes toutes et tous attaché.e.s au « Made in France » et BRANDT, un fleuron de l'industrie française, fait partie de ces marques emblématiques inscrites dans les représentations populaires. Des solutions existent pour garantir le maintien de l'activité et son développement. L'état doit s'engager à la hauteur des besoins nécessaires de manière à sauver l'entreprise."

Grève au musée du Louvre

A partir du 15 décembre 2025, les personnels du musée du Louvre sont appelés par l'intersyndicale CGT (SNMD CGT Culture), CFDT Culture et SUD Culture Solidaires à une grève reconductible.

L'appel met en avant des conditions de travail dégradées, un sous effectif chronique et la vétusté du bâtiment.

Les revendications principales sont :

Renforcement des effectifs : créations de postes à l'accueil, dans la surveillance et les services techniques.

- Stabilisation de l'emploi : passage en CDI des CDD couvrant des besoins permanents.
- Salaires et carrières : revalorisation des grilles et prise en compte de l'érosion salariale.
- Bâtiment et sécurité : remise à niveau du palais, renforcement des dispositifs de sécurité des collections et des espaces.
- Conditions de visite : réduction des fermetures de salles liées au manque de personnel ; contestation de la hausse d'environ 45 % du prix du billet pour les visiteurs extra européens, selon des syndicats.
- Dialogue social et gouvernance : négociation directe avec le ministère de la Culture et remise en question du modèle de gouvernance actuel.

SAMU social d'Île-de-France : une grève massive le 15 décembre

Six des huit plates-formes du SAMU social d'Île-de-France sont en grève ce mardi. Les travailleurs sociaux dénoncent des conditions de travail dégradées, un manque de moyens et réclament une revalorisation salariale.

Grève des AESH : Accompagnants d'Élèves en Situation de Handicap

Les Accompagnants d'Élèves en Situation de Handicap ont organisé une journée nationale de grève le mardi 16 décembre 2025. Le mouvement, porté par la CGT Educ'Action, la FSU, SUD Éducation, l'UNSA Éducation, le SGEN-CFDT, Force Ouvrière et des collectifs d'AESH et de parents, dénonce une pénurie d'accompagnants et la précarité du métier. Les revendications :

- Création d'un statut de la fonction publique (catégorie B) pour les AESH, afin de sécuriser l'emploi et les rémunérations.
- Plan massif de recrutement, à hauteur des besoins notifiés, en vue de garantir l'accompagnement effectif des élèves.
- Revalorisation salariale et meilleure progression de carrière (grille équitable et revalorisée).
- Amélioration des conditions de travail : limitation du nombre d'élèves par AESH, droit à la formation continue, reconnaissance des missions.
- Respect du rythme et du choix des familles sur les modalités d'accompagnement.

ÉCONOMIE

Les inégalités en augmentation dans le monde

Le 10 décembre 2025, le *World Inequality Lab* a édité son "*Rapport sur les inégalités mondiales 2026*"². Ces rapports résultent des travaux de plus de 200 chercheurs du monde entier et constituent la plus grande base de données sur l'évolution historique des inégalités mondiales. Il met en lumière la fracture croissante entre les riches et le reste de la société à l'échelle mondiale.

- Ce rapport explore les nouvelles dimensions de l'inégalité qui définissent le XXI^e siècle : le climat et le patrimoine, les inégalités hommes-femmes, l'accès inégal au capital humain, les asymétries du système financier mondial et les clivages territoriaux qui redessinent les démocraties. Ensemble, ces thèmes révèlent que l'inégalité aujourd'hui ne se limite pas aux revenus ou au patrimoine ; elle touche tous les domaines de la vie économique et sociale. Les inégalités mondiales en matière d'accès au capital humain restent aujourd'hui considérables, probablement bien plus importantes que la plupart des gens ne l'imaginent.
- Les dépenses moyennes d'éducation par enfant en Afrique Sub-Saharienne s'élèvent à seulement 200 € (Parité du Pouvoir d'Achat, PPA), contre 7.400 euros en Europe et 9.000 € en Amérique du Nord & en Océanie : un écart de plus de 1 à 40, soit environ trois fois plus que l'écart de produit intérieur brut (PIB) par habitant.
- Le rapport montre également que les contributions au changement climatique sont loin d'être réparties de manière égale. Les 10 % des personnes les plus riches du monde représentent 77 % des émissions mondiales liées

à la propriété privée du capital, soulignant à quel point la crise climatique est indissociable de la concentration des patrimoines.

- Les inégalités hommes–femmes apparaissent également sous un jour très différent si le travail invisible et non rémunéré est inclus, disproportionnellement effectué par les femmes. En prenant en compte le travail domestique et les tâches de soins non rémunérés, l'écart se creuse considérablement. En moyenne, les femmes ne gagnent que 32 % du salaire horaire des hommes, toutes activités rémunérées et non rémunérées confondues.
- Chaque année, environ 1 % du PIB mondial (soit environ trois fois plus que l'aide au développement) est transféré des pays pauvres vers les pays riches sous forme de transferts nets de revenus étrangers liés à des rendements excédentaires persistants et à des paiements d'intérêts moins élevés sur les dettes des pays riches. Inverser cette dynamique est essentiel à toute stratégie crédible en faveur de l'équité mondiale.

Vous trouverez dans le Communistes-Hebdo de la semaine un article de fond sur la question des inégalités

La Chine et les investissements directs à l'étranger

Dans son analyse de l'impérialisme³, V. I. Lénine accorde une grande importance à la question de l'exportation des capitaux. Jusqu'à présent, l'évaluation des investissements chinois à l'étranger étaient attribués à des financements d'infrastructures dans le cadre de la politique des nouvelles routes de la soie. Des études récentes montrent que la majeure partie des investissements de la Chine à l'étranger concerne les pays développés. Le pourcentage de ses financements atteindrait 76% du total en 2023 contre 12% en 2000. Ces financements seraient effectués principalement dans les infrastructures critiques, dont les voies de communications, les minéraux d'importance stratégique et des acquisitions d'entreprises dans le secteur des hautes technologies.

Dans le rapport⁴ « Chasing China » Les auteurs analysent l'ensemble des projets et activités financés par Pékin dans les pays en développement et développés depuis le début du siècle. Ils s'appuient pour cela sur la nouvelle base de données d'AidData, « *China's Global Loans and Grants Dataset, Version 1.0* », qui recense 30.000 projets et activités dans 217 pays, financés par des subventions et des prêts de 1.193 donateurs et prêteurs du secteur public chinois, dont le montant total est de 2.200 milliards de dollars, entre 2000 et 2023.

Le rapport démontre que le portefeuille de prêts à l'étranger de la Chine est bien plus important qu'on ne le pensait. Toutefois, les prêts destinés aux projets d'infrastructure des Nouvelles Routes de la Soie dans les pays en développement ne représentent qu'une part étonnamment faible (20 %) du portefeuille global. On supposait auparavant que les opérations de prêt de la Chine dans les pays développés étaient modestes et insignifiantes. Or, les auteurs constatent que la part du portefeuille de prêts de Pékin destinée aux pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure a explosé, passant de 12 % à 76 %. Autre découverte majeure : les créanciers d'État chinois ont financé près de 10.000 projets et activités dans 72 pays à revenu élevé, dont le montant avoisine les 1.000 milliards de dollars.

Les cotisations des mutuelles en hausse de plus de 4 % en 2026

Alors que le Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale voté en première lecture au Parlement par une majorité alliant macronistes, LR et PS et l'abstention bienveillante des Écologistes, une étude de la Mutualité Française montre que la hausse des tarifs des mutuelles sera en 2026 de l'ordre de 4%. PS et Écolo avaient pourtant juré leurs grands dieux qu'ils avaient remporté un succès sur le budget de la sécurité sociale. Ils avaient oublié de dire, ce que rapporte le journal Le Monde ceci : " *l'exécutif a inscrit une taxe de 1 milliard d'euros sur les mutuelles, à l'article 7 du budget de la « Sécu* ». *Un sujet très débattu par les parlementaires. D'abord rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture, avec de nombreux élus, de gauche notamment, dénonçant le risque d'une hausse des cotisations pour les assurés qui en découlerait, la taxe a été rétablie par le Sénat. Avant un dernier retournement : en deuxième lecture, les députés ont changé leur fusil d'épaule, conservant cette « contribution » de 1 milliard d'euros – les socialistes ne s'y opposant pas, cette fois-ci.*" Tout est donc clair, le roulement de tambour pour justifier un vote sacrifiant la sécu et les salariés devait cacher ce fait incontournable : le budget de la sécu s'inscrit bel et bien dans la politique d'austérité !

Une épicerie solidaire s'installe sur le campus du Technopôle à Metz

C'est la deuxième épicerie solidaire qui s'installe à Metz, après celle du campus du Saulcy. Les étudiants pourront y acheter des vêtements, des produits d'hygiène et des denrées alimentaires pour 20%, voire 10% du prix que l'on trouve en grandes surfaces. Elle a été inaugurée vendredi 24 octobre.

La précarité étudiante n'est pas un mythe, ce que montre cette initiative du CROUS une fois de plus. Comment faire de bonnes études lorsqu'il faut à la fois assurer sa survie et participer aux activités universitaires. La situation dans l'enseignement supérieur et la recherche continue de se dégrader. Beaucoup d'Universités sont au taquet par rapport à leur budget et l'État pousse les feux afin qu'elles se tournent vers des financements privés. Si l'Académie des sciences vient récemment de s'exprimer pour regretter un budget 2026 de récession, elle se garde bien par contre d'en montrer les causes. Au fond, son cri d'alarme consiste surtout à préserver un pré carré sans se

soucier du reste. Le budget 2026 est un tout, sans lutte pour imposer une autre voie il sera toujours possible d'essayer d'arracher un peu plus pour son jardin sans remettre en cause l'essentiel et surtout pas le gouffre que représentent les crédits militaires.

La FERC-CGT dans un tract de soutien à la lutte des personnels de Paris 1 dénonce le fait que nombre d'Universités en difficultés financière s'attaquent aux personnels : *" la CGT FERC Sup dénonce avec force la duplicité du gouvernement Macron – Lecornu - Baptiste : c'est bien lui qui est responsable de l'étranglement budgétaire du service public de l'ESR (Etablissement supérieur et de la recherche). Et ce sont bien eux, sous couvert d'autonomie, qui poussent les établissements à faire le sale boulot."*

Deux sites du groupe de lingerie Chantelle menacés de fermeture dans la Somme

Dans la Somme, deux sites logistiques de l'entreprise Chantelle sont menacés de fermeture : le groupe de lingerie veut réorganiser son offre dans le département. Plusieurs emplois sont concernés. Une cinquantaine de personnes travaillent dans ces entrepôts logistiques de Chantelle, où sont également préparés l'envoi de colis vers la France et l'international. Dans ce PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) en discussion, il est prévu le rapatriement des salariés sur un troisième site, celui de Corbie. Mais à ce stade, impossible de savoir si tous les salariés conserveront leur emploi.

L'enseigne IKKS reprise, 500 emplois sur 1.000 supprimés

L'enseigne IKKS, basée dans le Maine-et-Loire, a trouvé un repreneur mais est amputée d'environ 500 emplois sur 1000, selon l'offre de reprise validée par le tribunal des activités économiques de Paris, vendredi.

Placé en redressement judiciaire, le groupe de prêt-à-porter français IKKS a trouvé repreneur mais voit ses effectifs réduits de moitié, avec la perte d'environ 500 emplois, selon l'offre de reprise validée par le tribunal des activités économiques de Paris vendredi. Maintien de 546 emplois directs sur les 1.094 en France et de 119 points de vente.

INED : évolution démographique de la France

L'INED (Institut National d'Etudes Démographiques) vient de livrer son étude sur l'évolution démographique de la France⁵. Ces travaux confirment, le ralentissement significatif de l'évolution de la population, dont la croissance est due à l'immigration. De plus, c'est la première fois depuis des décennies, le solde naissance/décès est en faveur des décès. Dans le résumé de la présentation du travail, l'INED note : " au 1^{er} janvier 2025, la France comptait 68,6 millions d'habitants, soit 169 000 de plus qu'un an auparavant. L'augmentation de la population n'a jamais été aussi faible depuis la Seconde Guerre mondiale. La croissance démographique française tient presque essentiellement à un solde migratoire positif, estimé à 152 000 personnes en 2024. Cette évolution est particulièrement marquée dans les espaces ruraux. En revanche, les espaces urbains bénéficient encore d'un solde naturel positif grâce à un nombre de naissances supérieur au nombre de décès. Les flux migratoires internes au territoire national traduisent par ailleurs une mobilité croissante vers les petites villes et les communes rurales périurbaines."

SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE

Grèce : Solidarité du parti Communiste de Grèce avec agriculteurs en colère

Les 6 et 7 décembre, Dimitris Koutsoumbas, secrétaire général du Comité central du Parti communiste de Grèce (KKE), s'est rendu en Thessalie, région où des milliers d'agriculteurs ont bloqué les principaux axes routiers à trois endroits avec leurs tracteurs. Le secrétaire général du Comité central du KKE s'est rendu sur les lieux des barrages routiers à Larissa et Karditsa, où il a été accueilli par les agriculteurs manifestants. Arrivé au barrage routier des agriculteurs à Nikaia, dans le département de Larissa, il a déclaré : *« Nous sommes ici précisément parce que nous soutenons la juste lutte des agriculteurs à travers toute la Grèce, et ici en Thessalie, car il s'agit d'une lutte aux revendications légitimes. Nous approuvons tout ce que le Comité national des barrages routiers des agriculteurs a proposé. Nous approuvons les formes de lutte choisies par les agriculteurs eux-mêmes, car c'est leur décision, par le biais de processus collectifs, de maintenir les barrages et de garantir le succès de cette lutte. Et, bien sûr, d'ouvrir des perspectives à cette région, car elle est en train d'être ruinée, car les agriculteurs grecs, soutiens de famille, sont chassés de leurs terres, de leurs villages. Ces questions sont au cœur de la politique du KKE. Nous posons des questions au Parlement, et nous continuerons de le faire. Surtout, nous serons dans la rue pour lutter. Tenez bon ! »*

Grèce : Grève des travailleurs de la construction du 10 décembre 2025.

<https://www.youtube.com/watch?v=ADCj5oXxkQc>

Grève très suivie des travailleurs de la construction et puissante manifestation à Athènes?

Nouvelle cargaison d'Aubert&Duval vers Israël De l'usine de Firminy au port du Havre, l'action des militant·es et des dockers a empêché la livraison !

Cette semaine, les réseaux militants ont été informés d'une livraison imminente de matériel militaire français vers Israël.

18 tonnes de tubes de canon pour obusiers 155 mm, produits par Aubert & Duval de Firminy (42), devaient être acheminés ce 10 décembre vers le port du Havre en vue d'être livrés au vendeur d'armes israélien Elbit Systems, l'un des principaux fournisseurs du génocide.

En juin dernier, une livraison de matériel similaire, également vendue par Aubert&Duval, avait été bloquée par les dockers de Fos-sur-Mer suite aux révélations du média d'investigation Disclose. Déterminée à continuer son commerce avec Israël, l'entreprise semble avoir choisi le port du Havre afin d'éviter un nouveau blocage. C'était sans compter sur la détermination des militant·es et des travailleurs mobilisés.

Selon *Stop Arming Israël*, dès 6h30 ce mercredi 10 décembre, la mobilisation s'est engagée devant l'usine d'Aubert&Duval à Firminy. Le rassemblement, organisé en urgence par BDS St Etienne (Boycotte Désinvestissement Sanctions), avec le soutien de Stop Arming Israel France, a réuni plus d'une quarantaine de militant·es stéphanois·es, des soutiens de Stop Arming Israel 13 venu·es depuis Marseille, la députée LFI Andrée Taurinya, puis la presse locale. Jusqu'à 13h, **les militant·es ont bloqué l'entrée et la sortie de tous les camions de livraison**, avec des banderoles, drapeaux et slogans en soutien à la Palestine et au Soudan. Sensibilisés au but de l'action, les conducteurs de poids lourds et les vigiles de l'usine se sont montrés compréhensifs, tandis que les habitant·es de Firminy ont témoigné leur soutien en klaxonnant, en venant discuter avec les bloqueur·ses et en leur apportant de la nourriture. La police était présente, mais aucun heurt n'a eu lieu, mis à part une vérification de permis de conduire.

Après plusieurs heures de blocage complet, le rassemblement a dû être levé. Retardée de plus d'une demi-journée, la cargaison a fini par quitter l'usine dans l'après-midi, mais son voyage a de nouveau été arrêté : Alertés, les dockers du port du Havre ont averti la direction du terminal portuaire privé, propriété de l'armateur MSC (Méditerranéen Shipping Company), qu'ils refuseraient de la prendre en charge. Selon des informations, la compagnie israélienne ZIM, en charge de la livraison, envisagerait désormais une autre voie maritime. Ni Aubert & Duval, ni le ministère des armées, ni MSC n'ont souhaité répondre aux journalistes. Cette livraison contredit pourtant les affirmations de Sébastien Lecornu, ayant pourtant assuré à de nombreuses reprises que la France n'envoie aucune arme en Israël.

Bulgarie : Manifestations monstres et chute du gouvernement

Les manifestations des 1^{er} et 10 décembre rassemblant des dizaines de milliers de manifestants ont été provoquées initialement par un rejet du budget de l'État pour 2026, qui prévoyait une hausse des cotisations sociales et des impôts. S'ajoute à ce mécontentement populaire le rejet d'un pouvoir particulièrement corrompu. Le premier ministre bulgare, Rossen Jeliakov, a annoncé sa démission, jeudi 11 décembre, onze mois seulement après avoir pris son poste. La Bulgarie doit rentrer dans la zone euro au premier janvier 2026, et n'aura à cette date, ni gouvernement ni budget. Cette instabilité gouvernementale et politique, sept élections législatives depuis 2021, tout ceci caractérise un pays pour lequel le retour au capitalisme a été une véritable catastrophe économique et sociale, sur fond de la formation d'une bourgeoisie de rapine.

1 <https://unitecgt.fr/magazine/>

2 https://wir2026.wid.world/www-site/uploads/2025/12/World_Inequality_Report_2026.pdf

3 V.I. Lénine, " L'impérialisme stade suprême du capitalisme", disponible en ligne : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp.htm>

4 <https://www.aiddata.org/publications/chasing-china>

5 <https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/memos-demo/focus/evolution-demographique-recente-de-la-france-2025-contrastes-territoriaux-marques>

Débat National sur : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société" samedi 21 mars 2026 à 14h00 au Maltais Rouge à Paris. 40 Rue de Malte, 75011 Paris, métro République ou Oberkampf)

La Brochure préparatoire au débat est disponible sur commande et auprès des militants Communistes

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mail

Pour nous aider à diffuser notre brochure et le résumé ecosoc, vous pouvez faire un don en adressant un chèque libellé à l'ordre du : Parti Révolutionnaire Communistes à l'adresse ; Parti révolutionnaire Communistes, 24 boulevard Saint Martin 75003 Paris

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service